

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Pascale DUCLERMORTIER

Sébastien GUILLAUME

Aline MILLE

Perrine MOZET

MUSIQUES SUR LA VILLE

Expert-Comptable Associé

Stéphane MAYET

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la Ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13 mai 2024

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET

Associée

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✧ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✧ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✧ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023				Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		Brut		Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles					
	Frais d'établissement	AA		AB		
	Frais de recherche et de développement	AE		AF		
	Concessions brevets droits similaires	AI	2 394,66	AJ	2 394,66	
	Fonds commercial	AM		AN		
	Autres immobilisations incorporelles	AQ		AR		
	Immobilisations incorporelles en cours	AU		AV		
	Avances et acomptes	AY		AZ		
	Immobilisations Corporelles					
	Terrains	BC		BD		
	Constructions	BG		BH		
	Installations techniques,mat et outillage indus.	BK	42 438,30	BL	39 432,42	3 005,88
	Autres immobilisations corporelles	BO	20 348,44	BP	17 719,21	2 629,23
	Immobilisations grevées de droit	BS		BT		
	Immobilisations corporelles en cours	BW		BX		
	Avances et acomptes	CA		CB		
	Immobilisations Financières					
	Participations	CE		CF		
	Créances rattachées à des participations	CI		CJ		
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	CM		CN		
	Autres titres immobilisés	CQ		CR		
	Prêts	CU		CV		
	Autres immobilisations financières	CY	15,00	CZ	15,00	15,00
TOTAL (I)		DC	65 196,40	DE	59 546,29	5 650,11
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours					
	Matières premières, approvisionnements	DH		DI		
	En-cours de production de biens et services	DL		DM		
	Produits intermédiaires et finis	DP		DQ		
	Marchandises	DT		DU		
	Avances et Acomptes versés sur commandes	DX		DY		521,20
	Créances					
	Créances usagers et comptes rattachés	EB		EC		
	Fournisseurs débiteurs	EF		EG		
	Personnel	EJ		EK		
	Organismes sociaux	EN		EO		
	État, impôts sur les bénéfices	ER		ES		
	État, taxes sur le chiffre d'affaires	EV		EW		
	Autres créances	EZ	3 301,36	FA	3 301,36	11 293,34
	Valeurs mobilières de placement	FD		FE		
COMPTES RÉGUL.	Disponibilités	FH	49 662,61	FI	49 662,61	55 376,98
	Charges constatées d'avance	FL	1 590,57	FM	1 590,57	7 438,55
	TOTAL (II)	FP	54 554,54	FQ	0,00	54 554,54
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III) FT				
	Primes de remboursement des emprunts	(IV) FX				
	Écarts de conversion actif	(V) GB				
TOTAL ACTIF		GF	119 750,94	GG	59 546,29	60 204,65



État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Capitaux Propres	Fonds propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise	AA	83 498,56	83 498,56
	Écart de réévaluation	AC		
	Réserve	AE		
	Report à nouveau	AG	-60 461,31	-10 716,66
	Résultat de l'exercice	AI	-17 567,11	-49 744,65
	Autres fonds associatifs			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- Apports	AK		
	- Legs et donations	AM		
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	AO		
	Écart de réévaluation	AQ		
	Subventions d'investissement	AS	1 349,79	2 516,47
	Provisions réglementées	AU		
	Droits des propriétaires (commodat)	AW		
Total des capitaux propres		AY	6 819,93	25 553,72
Provisions	Provisions pour risques et charges	BA	19 625,00	13 649,00
	Total provisions	BC	19 625,00	13 649,00
Fonds dédiés	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	BE		
	Fonds dédiés sur autres ressources	BG		
	Total fonds dédiés	BI	0,00	0,00
Dettes	Emprunts et dettes assimilées	BK		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	BM		
	Fournisseurs et comptes rattachés	BO	7 142,84	9 689,67
	Autres dettes	BP	23 278,73	30 723,25
	Produits constatés d'avance	BQ	3 338,15	3 425,00
	Total des dettes	BS	33 759,72	43 837,92
	Écarts de conversion passif	BU		
TOTAL PASSIF		BW	60 204,65	83 040,64

État préparatoire au Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	AA	5 939,20	20 905,13
	Production vendue : - Biens	AC		
	- Services	AE	115 005,20	90 636,61
	Montants nets produits d'exploitation	AG	120 944,40	111 541,74
	Production stockée	AI		
	Production immobilisée	AK		
	Subventions d'exploitation	AM	354 278,72	337 891,00
	Dons	AO		
	Cotisations	AQ	75,00	15,00
	Legs et donations	AS		
	Produits liés à des financements réglementaires (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	AU		
	Autres produits	AW	903,64	1 550,62
	Sous-total des autres produits d'exploitation	AY	355 257,36	339 456,62
Total des produits d'exploitation (I)		BA	476 201,76	450 998,36
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat (II)		BC	0,00	0,00
Produits financiers	Participations	BE		
	Autres valeurs mobilières et créances d'actif	BG		
	Autres intérêts et produits assimilés	BI	1 021,06	510,20
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BK		
	Différences positives de change	BM		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	BO		
	Total des produits financiers (III)	BQ	1 021,06	510,20
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	BS	874,89	3 158,02
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	BU	1 166,68	1 288,52
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BW		
	Total des produits exceptionnels (IV)	BY	2 041,57	4 446,54
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)		CA	479 264,39	455 955,10
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		CC	17 567,11	49 744,65
TOTAL GENERAL		CE	496 831,50	505 699,75

État préparatoire au Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

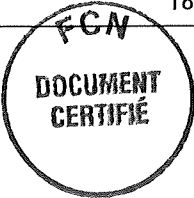
		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Charges d'exploitation	Achats de marchandises et de matières premières	CG	2 458,48	4 819,56
	Variation de stock (marchandises et matières premières)	CI		
	Autres achats non stockés	CK	113 233,83	110 609,66
	Services extérieurs	CM	41 246,77	54 675,85
	Autres services extérieurs	CO	63 138,45	70 654,87
	Impôts, taxes et versements assimilés	CQ	2 733,13	2 594,10
	Salaires et traitements	CS	172 168,44	163 826,21
	Charges sociales	CU	72 211,77	68 948,67
	Autres charges de personnel	CW		
	Subventions accordées par l'association	CY		
	Dotations aux amortissements	DA	3 481,54	3 573,89
	Dotations aux provisions	DC	5 976,00	3 092,00
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	DE		
	Autres charges	DG	19 681,60	18 933,52
	Total des charges d'exploitation (I)	DI	496 330,01	501 728,33
Quotes-parts de résultat sur opérations communes (II)		DK	0,00	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	DM		0,00
	Intérêts et charges assimilées	DO		
	Différences négatives de change	DQ		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements	DS		
Total des charges financières (III)		DU	0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	DW	501,49	3 887,13
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	DY		84,29
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	EA		
	Total des charges exceptionnelles (IV)	EC	501,49	3 971,42
Participation salariés aux résultats (V)		EE		
Impôts sur les sociétés (VI)		EG		
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)		EI	496 831,50	505 699,75
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		EK	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		EM	496 831,50	505 699,75

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
--------------------------------	--------------------------------

Ressources	<u>Répartition par nature de ressources</u>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature	26 123,29	55 101,00
	Dons en nature		
	Total des ressources	26 123,29	55 101,00
Emplois	<u>Répartition par nature de charges</u>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	26 123,29	55 101,00
	Prestations		
	Personnel bénévole		
	Total des emplois	26 123,29	55 101,00



MUSIQUES SUR LA VILLE ANNEXE DE L'EXERCICE 2023

Les tableaux ci-joints font partie intégrante de l'annexe.

1°) OBJET

L'objet social est décrit ainsi dans nos statuts :

« Développer et soutenir des projets d'action culturelle dans un propos d'éducation populaire et de promotion de la diversité et de l'échange. Favoriser la création, la production, l'édition et la diffusion de toutes sortes d'œuvres culturelles et artistiques, notamment musicales. Proposer des actions spécifiques et motivantes pour développer la participation, la responsabilisation, l'intégration de la jeunesse. Contribuer par son action au rayonnement de Châlons-en-Champagne et de sa région. »

2°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

L'année aura été marquée par une augmentation des produits de 23 309 € dont 16 388 € de subventions publiques en légère hausse par rapport à l'exercice précédent, avec une évolution positive des productions vendues et un maintien global du mécénat, malgré sa volatilité. En contrepartie, la contraction budgétaire opérée sur le volume de dépenses - sans altération de celui des actions - à un niveau légèrement inférieur de celles de 2022 (- 8 845 €), malgré la prise en charge à 100 % du poste de Chargé de communication et de développement de projets (un trimestre en 2022) aura contribué à réduire considérablement le déficit d'exploitation par rapport à l'exercice précédent, validant la stratégie mise en œuvre dans un objectif d'équilibre.

Le résultat de l'exercice accuse malgré tout un déficit de 17 567 €.



3°) PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 60 204 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 479 264 euros et un total de charges de 496 831 euros, soit une perte de 17 567€.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ni de correction d'erreur ayant un impact significatif.

Les principales méthodes utilisées sont :



Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

4°) NOTES SUR LE BILAN

A) L'ACTIF

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

L'association s'est dotée de :

- Matériels son et photo pour une valeur de1 545 €
- Agencements pour une valeur de 159 €
- Matériels informatiques pour une valeur de2 097 €



Tableau des immobilisations

	Valeurs d'achat	Amortissements Cumulés	V.N.C
Immobilisations incorporelles	2 395	2 395	0
Immobilisations corporelles	62 786	57 151	5 635

Etat des échéances des créances

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
Avance sur commandes et fournisseurs			
Clients (1)			
Autres créances	3 301	3 301	
Total	3 301	3 301	

B) PASSIF

Etat des dettes

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
Dettes fournisseurs	7 143	7 143	
Dettes fiscales et sociales	23 253	30 705	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit	26	19	
Total	30 422	40 414	

Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires 1,03 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 4,10 %



Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 22 896 euros, pour le seul salarié concerné aujourd'hui, c'est-à-dire le Directeur.

La provision constatée au 31/12/2023 s'élève à 19 625 € (6/7ème), et le solde sera provisionné l'année prochaine.

5°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Détail des subventions

	354 279 €
Ville	210 000 €
Contrat de Ville / Ville	5 100 €
Contrat de Ville / CAC	6 550 €
Contrat de Ville / Etat	12 500 €
Région Grand Est	45 000 €
Département	37 569 €
CGET	5 000 €
DRAC	19 200 €
DDCSPP	6 000 €
ASP	4 035 €
SACEM	3 325 €

Charges constatées d'avance :	1 590 €
615 GHS	54 €
651 Logiciel Adobe 2023	1 067 €
Autres (train Nantes, abonnements ...)	469 €

Charges à payer :	6 212 €
6226 FCN	5 412 €
6252 CIDFF Féminista	800 €



Détails des contributions en nature

Travaux, locations, transports et communication, mise à disposition de moyens :

- o Ville de Châlons-en-Champagne : 26 123 €
(montant figurant sur la notification d'attribution des subventions 2024)

Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

6°) PERSPECTIVES SUR L'EXERCICE 2024

L'association poursuivra en 2024 sa stratégie d'adaptation de son activité aux moyens qui lui sont consentis par les collectivités et les autres partenaires financiers, tout en maintenant le meilleur rapport qualité/accessibilité dans la programmation et l'organisation des manifestations qui constituent l'essentiel de son projet. La décision prise en décembre 2023 avec la Ville de Châlons-en-Champagne de concentrer le programme du festival des Musiques d'Ici et d'Ailleurs (4/5 du budget annuel de l'association) sur sa diffusion « classique » de centre-ville tout en maintenant une présence forte sur les quartiers de la Politique de la Ville, mais en ne programmant pas Feminista dans ce contexte, devrait permettre, à budget constant, un retour à l'équilibre budgétaire dès cet exercice. En outre, l'absence pour maladie depuis la rentrée de l'Administratrice de Production se prolongeant, il a été décidé de ne la remplacer, éventuellement que pour des missions de courte durée dans les périodes de fortes charges, principalement estivales ; ce qui constitue de fait une économie substantielle sur le premier semestre de l'année.

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec le département de la Marne

Personne concernée :

- Madame Frédérique SCHULTHESS, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Vice-Présidente du Département de la Marne.

Le 16 mai 2023, le Département de la Marne et Musiques sur la Ville, ont signé une convention pour une durée d'un an, pour définir leurs engagements réciproques dans la conduite d'un projet culturel et artistique concernant la diffusion et la sensibilisation de différents publics aux musiques actuelles.

Les montants attribués se répartissent comme suit :

- 15 000 € pour le festival « Musiques d'ici et d'ailleurs »,
- 11 670 € pour la programmation décentralisée du festival,
- 5 895 € pour la résidence de création,
- 2 300 € pour le projet « Festival Rive gauche de percussions du monde »,
- 2 704 € pour le projet « Chantiers éducatifs et citoyens ».

Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention

Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

Dans le cadre des chantiers éducatifs, l'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 9 661 € TTC pour l'exercice 2023.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13 mai 2024

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée